

MANIFESTATION CE MERCREDI 24 OCTOBRE

à partir de 11 h 30, place Michelet (en face des pompiers)

La manifestation sera suivie d'un pique-nique citoyen apporté par chacun.

POUR LA REGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Nous exigeons :

- des conditions décentes pour la scolarisation des enfants
- le droit au travail
- le droit à un logement
- le droit à la santé
- la pleine restauration du droit d'asile
- la ratification par la France de la Convention des Nations Unies sur la protection des droits des travailleurs migrants (adoptée en 1990)
- le réexamen du Code de Séjour des étrangers et des demandeurs d'asile (CESEDA)
- et en attendant un moratoire rapide stoppant les expulsions.

**Bien plus que matérielle, la difficulté actuelle est politique :
il faut trouver le courage de reconnaître publiquement
que ce qui était odieux sous Sarkozy
ne doit pas être accepté sous Hollande.
Si une loi est injuste, il faut la changer.**



Ne pas jeter
sur la voie publique.

POUR QUE LES CHOSES SOIENT DITES !

10 ANS DE DISCOURS STIGMATISANTS A L'ENCONTRE DES ETRANGERS.

10 ANS DE POLITIQUES ET DE PRATIQUES DE PLUS EN PLUS REPRESSIVES CONDUISANT AU REcul DU RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX.

TOUTES CES ANNEES ONT CREE BEAUCOUP DE SOUFFRANCES ET D'HUMILIATION ET AUSSI PROVOQUE DES **DECHIRURES GRAVES DANS LETISSU SOCIAL DE NOTRE PAYS.**

LA CONSEQUENCE EN EST LA **BANALISATION DE DISCOURS OUVERTEMENT XENOPHOBES,** LEGITIMES PAR DES PAROLES ET DES ACTES PORTES PAR LES AUTORITES DE L'ÉTAT.

La lutte de plus de huit mois, engagée à partir de 2008 par plusieurs milliers de travailleurs sans papiers, a permis de faire changer la perception de ces migrants dans l'opinion publique, élément déterminant dans le combat contre les idées du Front national, qui a contribué à la défaite de Sarkozy, malgré sa contre-offensive (discours de Grenoble). Cette lutte a obligé l'UMP à reculer, faire des ouvertures et permis la régularisation de nombreux travailleurs sans papiers qui vivent ici, qui bossent ici et donc qui restent ici, les rétablissant ainsi dans leurs droits.

François Hollande dans sa lettre réponse aux questions de RESF, a affirmé vouloir mener « *une autre politique migratoire fondée sur des règles transparentes, stables et justes (...) et conduites dans le respect de la dignité de tous les êtres humains qui sont sur notre territoire.* »

On ne comprendrait pas que la présidence de François Hollande ne soit pas marquée par une **rupture** avec ces dérives politiques et morales.

Un premier signe de rupture avec l'approche sécuritaire de la politique d'immigration serait de la sortir de la compétence du Ministère de l'Intérieur. Et pourquoi pas un ministère des droits de l'homme ?

Même si ses engagements ont été limités et prudents, sa volonté devrait marquer une rupture avec la xénophobie d'Etat.

IL Y A URGENCE

URGENCE de promouvoir un **changement du regard porté sur les étrangers** vivant parmi nous **dans un souci de justice, d'égalité et de fraternité.**

URGENCE de **transformer les relations sociales,** de **construire une société hospitalière** et la **possibilité d'un « vivre ensemble »** porteur d'espoir pour tous les habitants de ce pays.

URGENCE de transcrire dès maintenant ces valeurs dans des **mesures concrètes concernant les migrants** pour assurer le **respect des droits humains,** la **justice** et la **solidarité.**

